

## Les Tunisiens sont divisés sur le libre-échange et méfiants à l'égard de l'influence occidentale

Dépêche No. 1160 d'Afrobarometer | Baba Adou

### Résumé

Classée par la Banque Mondiale (2025) parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la Tunisie bénéficie d'une situation stratégique sur la côte méditerranéenne de l'Afrique du Nord et d'une économie diversifiée reposant sur l'agriculture, l'industrie légère, le commerce de détail et le tourisme. Le commerce international joue un rôle central dans la stratégie de développement de la Tunisie. L'Union Européenne (UE) est de loin son principal partenaire commercial, représentant près de 60% de ses échanges (International Trade Administration, 2024). Environ deux tiers (67,2%) des exportations tunisiennes sont destinées aux marchés de l'UE, tandis que 45% de ses importations proviennent de l'UE (Commission Européenne, 2025).

La Tunisie maintient également plusieurs accords commerciaux régionaux et continentaux. Il s'agit notamment de l'Accord d'Agadir de 2004 avec l'Egypte, le Maroc et la Jordanie, ainsi que d'accords bilatéraux de libre-échange avec l'Algérie et la Libye. En 2019, la Tunisie a ratifié son adhésion au Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) (Kebe, 2018), après avoir ratifié l'accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) l'année précédente (International Trade Administration, 2024).

La Tunisie est membre fondateur de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), créée en 1989 pour promouvoir l'intégration régionale avec le Maroc, l'Algérie, la Libye et la Mauritanie (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, 2016). Cependant, les activités de l'UMA sont depuis longtemps au point mort en raison des tensions géopolitiques, notamment la rivalité entre l'Algérie et le Maroc concernant le statut du Sahara Occidental (Boukhars, 2018).

Afin de relancer la coopération régionale au-delà du cadre de l'UMA, la Tunisie a accueilli en avril 2024 à Tunis une première réunion consultative avec les dirigeants algérien et libyen. Selon les autorités tunisiennes, cette initiative vise à favoriser non seulement le dialogue politique, mais aussi une collaboration socio-économique renforcée entre les trois pays (VOA Africa, 2024).

Comment les Tunisiens perçoivent-ils leurs relations économiques et politiques avec le reste du monde ?

Les résultats de la dernière enquête Afrobarometer montrent que les opinions sur le libre-échange sont partagées, une minorité significative étant favorable à des limitations du commerce international afin de protéger les entreprises tunisiennes. Très peu de citoyens connaissent la ZLECAf.

Les évaluations de l'influence économique et politique de la Chine, de l'UMA, de l'Union Africaine (UA) et de la Russie sont plus positives que négatives, mais une majorité rejettent l'influence des Etats-Unis d'Amérique et de la France.

La majorité des répondants estiment que l'UA et l'UMA prennent en compte les besoins et les intérêts de la Tunisie dans leur processus décisionnel, mais les citoyens affirment massivement que les pays africains doivent avoir davantage leur mot à dire au sein d'organismes internationaux comme les Nations Unies.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Tunisie, conduite par One to One for Research Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes tunisiens en mars 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Tunisie en 2013, 2015, 2018, 2020 et 2022.

## Résultats clés

- Une légère majorité de Tunisiens estiment que l'UMA (51%) et l'UA (53%) reconnaissent les besoins et les intérêts de leur pays dans leur processus de décision.
  - Mais plus de huit sur 10 (82%) estiment que les pays africains devraient avoir davantage leur mot à dire dans les instances décisionnelles internationales comme les Nations Unies.
- Une légère majorité (54%) de citoyens préfèrent le libre-échange à la limitation du commerce international pour protéger les producteurs nationaux.
  - Si le gouvernement décidait de faciliter le commerce international, près des trois quarts (72%) des Tunisiens seraient favorables à un commerce ouvert avec les pays du monde entier, tandis qu'un nombre plus restreint de répondants privilégieraient le commerce avec les pays africains (15%) ou avec les pays de l'UMA (7%).
- Seuls 5% des Tunisiens disent avoir entendu parler de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf).
- Interrogés sur l'influence économique et politique de différentes puissances étrangères sur leur pays, les Tunisiens se montrent plus favorables que critiques envers l'influence de la Chine, de l'UMA, de l'UA et de la Russie. En revanche, les puissances occidentales obtiennent de bien moins bons résultats : Seuls environ un sur 10 répondants apprécient positivement l'influence des Etats-Unis d'Amérique (11%) et de la France (12%).
- Interrogés sur les pays qui ont le plus aidé la Tunisie pendant la pandémie de COVID-19, les répondants citent le plus souvent la Chine (34%), suivie de l'Europe (17%) et des Etats-Unis d'Amérique (7%).
- La proportion de citoyens qui affirment que les activités économiques de la Chine influencent « quelque peu » ou « beaucoup » l'économie tunisienne a diminué de 15 points entre 2015 et 2024, pour atteindre 59%.

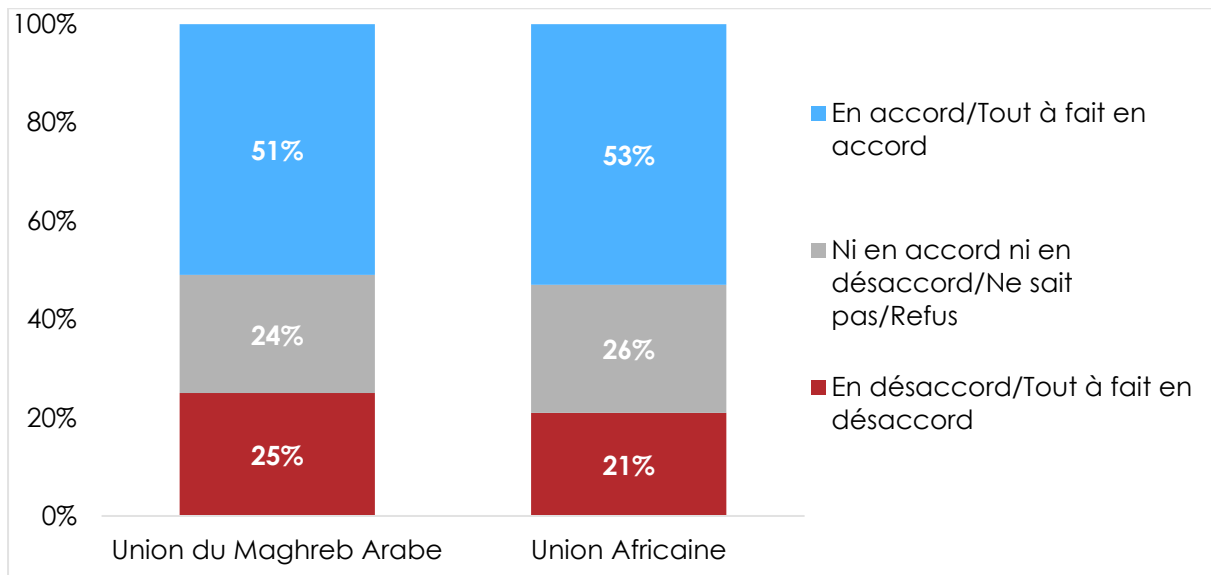
- Parmi les 88% de Tunisiens qui sont au courant de l'invasion russe de l'Ukraine, environ deux tiers (65%) sont favorables à une position neutre dans la guerre.

## La voix de l'Afrique dans les affaires mondiales

Les Tunisiens ont des opinions partagées quant à la place qu'occupe leur pays sur la scène internationale. Une légère majorité (51%) estiment que les besoins et les intérêts de la Tunisie sont bien représentés dans les décisions prises par l'Union du Maghreb Arabe (UMA), tandis que 25% sont en désaccord et 24% n'ont pas d'opinion (Figure 1). Une proportion similaire (53%) de répondants se disent confiants que l'Union Africaine (UA) prend en compte les intérêts de la Tunisie.

**Figure 1 : Reconnaissance des intérêts du pays dans les affaires continentales**

| Tunisie | 2024



**Questions posées aux répondants :** Etes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes ou n'en avez-vous pas entendu assez pour vous prononcer ?

*Les besoins et les intérêts de la Tunisie sont reconnus de manière adéquate dans les décisions de l'Union Arabe du Maghreb ou UAM ?*

*Les besoins et les intérêts de la Tunisie sont reconnus de manière adéquate par l'Union africaine lorsqu'elle prend des décisions pour le continent africain ?*

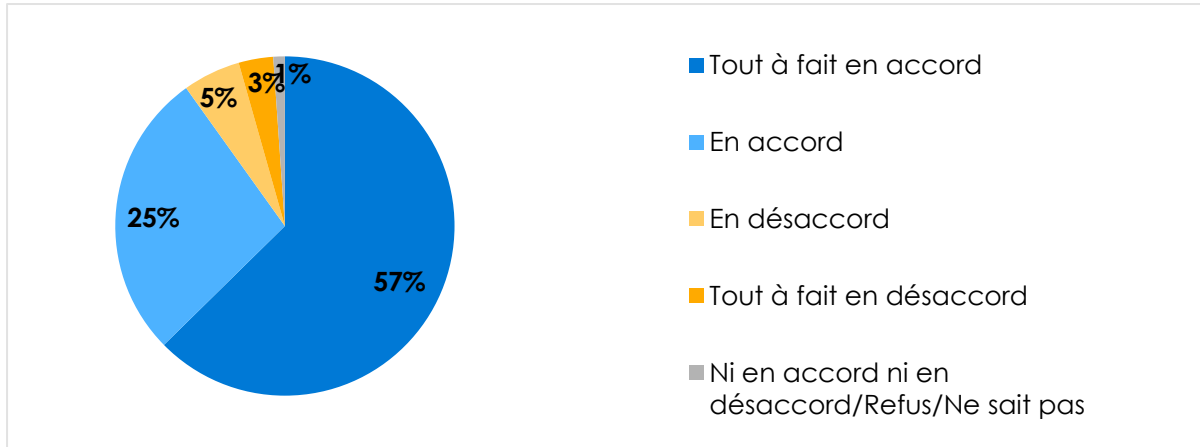
Cependant, en matière de prise de décision mondiale, la plupart des Tunisiens perçoivent une sous-représentation : plus de huit sur 10 (82%) affirment que les pays africains devraient avoir une plus grande voix dans les institutions internationales telles que les Nations Unies, dont 57% qui sont « tout à fait d'accord » avec cette position (Figure 2).

## Commerce avec d'autres pays

Les Tunisiens sont partagés sur la question du libre-échange. Une légère majorité (54%) des répondants estiment que le gouvernement devrait favoriser la croissance économique en facilitant le commerce international, tandis que 44% préfèrent limiter les échanges afin de protéger les producteurs nationaux (Figure 3).

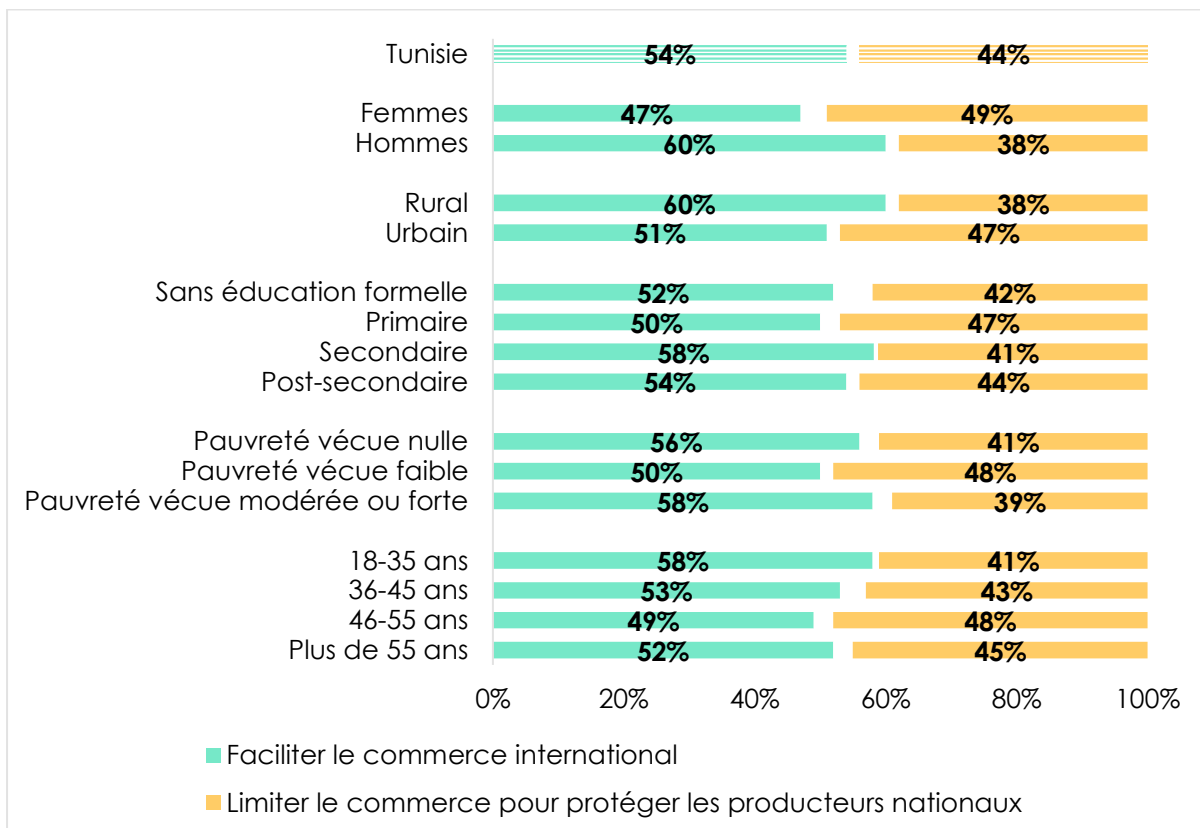
Le soutien au libre-échange est plus fort chez les hommes (60%), les résidents ruraux (60%) et les jeunes (58%) que chez les femmes (47%), les citadins (51%) et les cohortes plus âgées (49%-53%).

**Figure 2 : Les pays africains devraient-ils avoir davantage leur mot à dire au sein des organismes internationaux ? | Tunisie | 2024**



**Question posée aux répondants :** Etes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes ou n'en avez-vous pas entendu assez pour vous prononcer : Les pays africains devraient avoir une plus grande influence sur la prise de décision des organismes internationaux tels que les Nations Unies ?

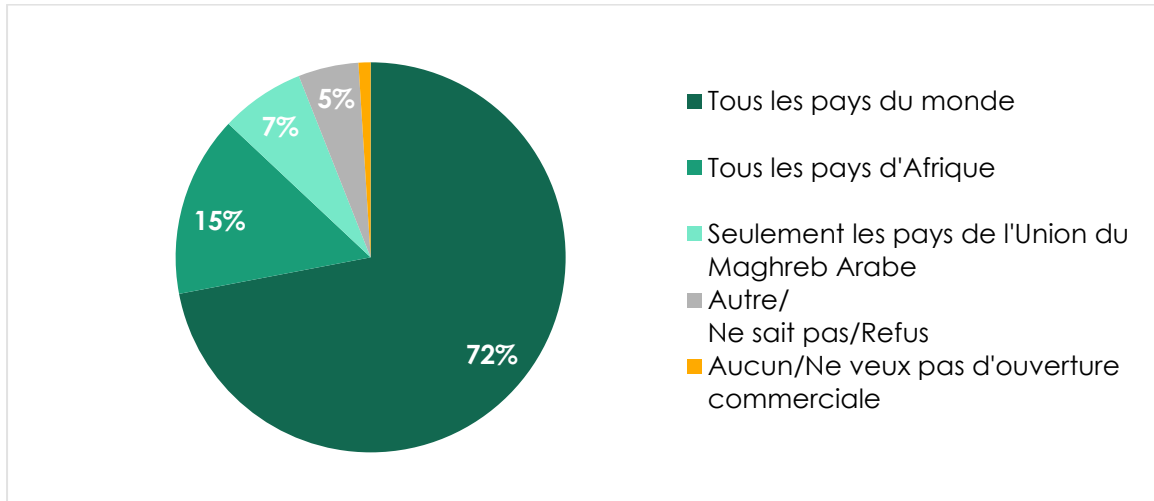
**Figure 3 : Commerce ouvert ou limité ? | par groupe démographique | Tunisie | 2024**



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?  
 Affirmation 1 : Il est préférable pour notre économie que le gouvernement facilite les échanges commerciaux de la Tunisie avec d'autres pays afin de créer des opportunités économiques.  
 Affirmation 2 : Notre pays devrait limiter le commerce avec les autres pays afin de protéger les producteurs tunisiens.

Si le gouvernement décidait de faciliter le commerce international, plus de sept citoyens sur 10 (72%) privilégieraient un commerce ouvert avec tous les pays du monde, plutôt que de le restreindre à certaines régions (Figure 4). Environ un sur sept citoyens (15%) privilégieraient les échanges avec les pays africains, tandis que 7% préféreraient se concentrer sur les pays de la région de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

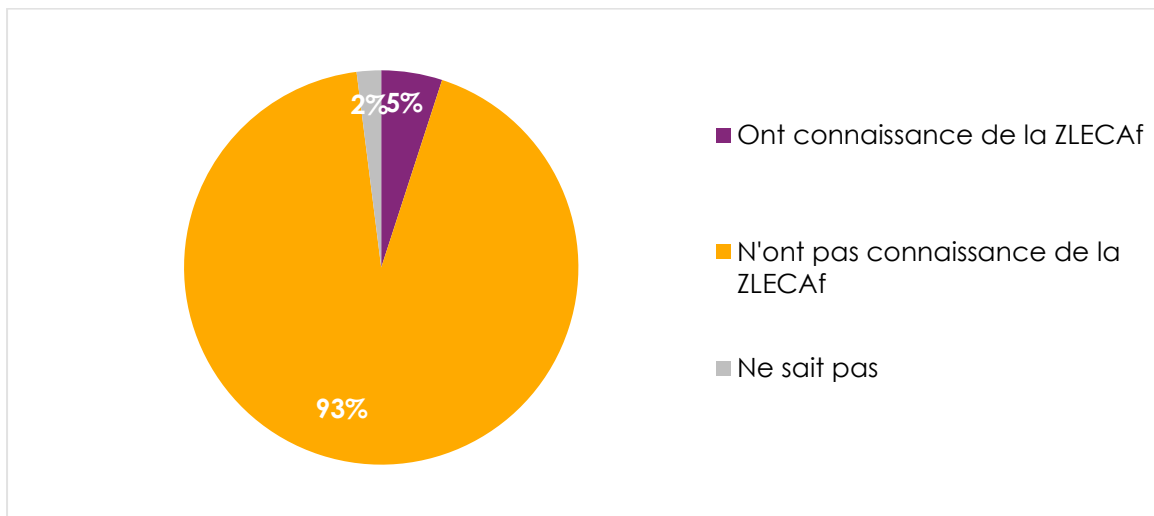
**Figure 4 : Avec quels pays les dirigeants devraient-ils faciliter les échanges commerciaux ? | Tunisie | 2024**



**Question posée aux répondants :** Si les dirigeants de la Tunisie veulent faciliter les échanges avec d'autres pays pour créer des opportunités économiques, avec quels pays devraient-ils le faire ?

Si une majorité de Tunisiens sont favorables au libre-échange, la plupart ignorent une initiative clé soutenue par leur gouvernement pour le promouvoir. Seuls 5% des répondants déclarent avoir entendu parler de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), tandis que 93% d'entre eux ne connaissent pas cette initiative visant à créer un marché unique africain pour les biens et les services (Figure 5).

**Figure 5 : Connaissance de la ZLECAf | Tunisie | 2024**



**Question posée aux répondants :** Avez-vous entendu parler de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine également connue sous le nom ZLECAf ?

## Influence des acteurs externes

Les Tunisiens ont des opinions très diverses sur l'influence économique et politique des puissances étrangères et des institutions internationales sur leur pays (Figure 6). Les opinions favorables (« quelque peu positives » ou « très positives ») sont environ deux fois plus nombreuses que les opinions négatives concernant la Chine (43% contre 22%) et l'UMA (41% contre 17%).

Les perceptions positives dépassent également les négatives pour l'UA (31% contre 18%) et la Russie (30% contre 23%).

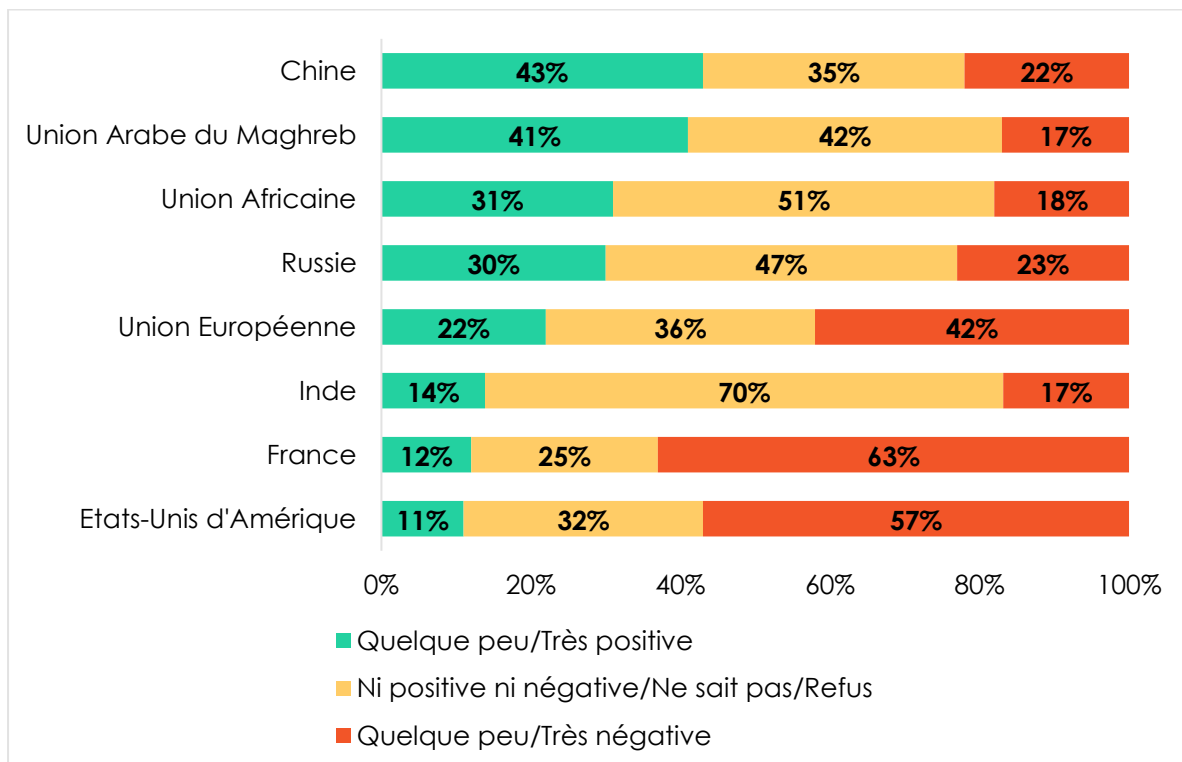
Mais l'influence des puissances occidentales est beaucoup moins bien accueillie. Seuls 22% des Tunisiens perçoivent l'influence de l'UE comme positive, tandis que près du double (42%) la considèrent comme « quelque peu négative » ou « très négative ».

Les Etats-Unis d'Amérique et la France font encore pire. Seuls environ un sur 10 Tunisiens (11% et 12% respectivement) considèrent leur influence comme positive, tandis qu'environ six sur 10 (57% et 63% respectivement) la perçoivent comme négative.

Une part importante des répondants ont refusé de donner leurs avis, allant de 25% pour la France à 70% pour l'Inde.

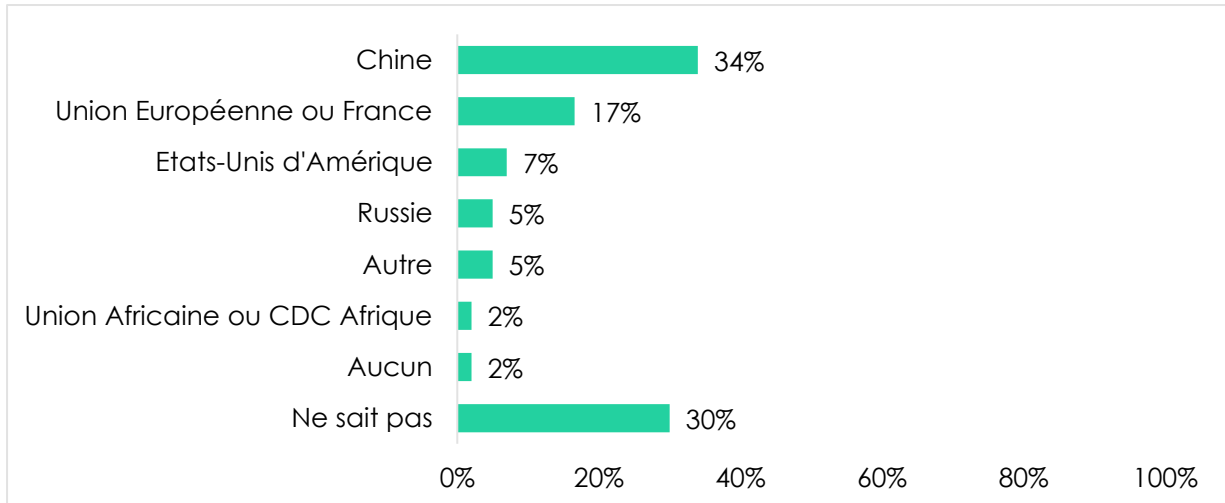
Interrogés sur les pays ou organisations qui ont le plus aidé la Tunisie pendant la pandémie de COVID-19, un tiers (34%) des répondants désignent la Chine comme le partenaire le plus précieux (Figure 7). L'Europe, Union Européenne et France comprises, arrive loin derrière avec 17%, suivie des Etats-Unis d'Amérique (7%) et de la Russie (5%). Trois Tunisiens sur 10 (30%) déclarent ne pas savoir qui a apporté le plus de soutien.

**Figure 6 : Influence des acteurs externes | Tunisie | 2024**



**Question posée aux répondants :** Pensez-vous que l'influence économique et politique sur la Tunisie de chacun des pays ou organisations suivants est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

**Figure 7 : Pays ou organisations utiles pour gérer les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19 | Tunisie | 2024**

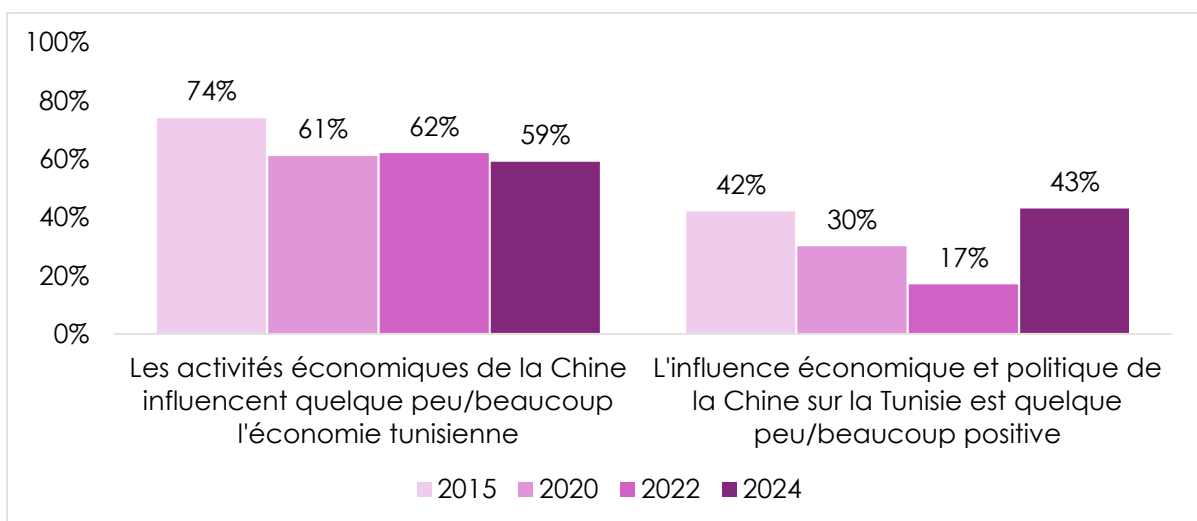


**Question posée aux répondants :** Lequel des pays ou organisations suivants, le cas échéant, a le plus aidé la Tunisie à gérer les effets négatifs de la COVID-19, ou n'en avez-vous pas entendu assez pour vous prononcer ?

En ce qui concerne la Chine, une majorité (59%) des Tunisiens affirment que les activités économiques du pays ont « quelque peu » ou « beaucoup » d'influence sur l'économie tunisienne, mais cela représente une baisse de 15 points de pourcentage par rapport à 2015 (74%) (Figure 8).

La part des Tunisiens qui considèrent l'influence économique et politique de la Chine comme positive a également fortement diminué entre 2015 et 2022, passant de 42% à 17%, mais elle est depuis remontée à 43%.

**Figure 8 : Evolution de la perception de l'influence chinoise | Tunisie | 2015-2024**



**Questions posées aux répondants :**

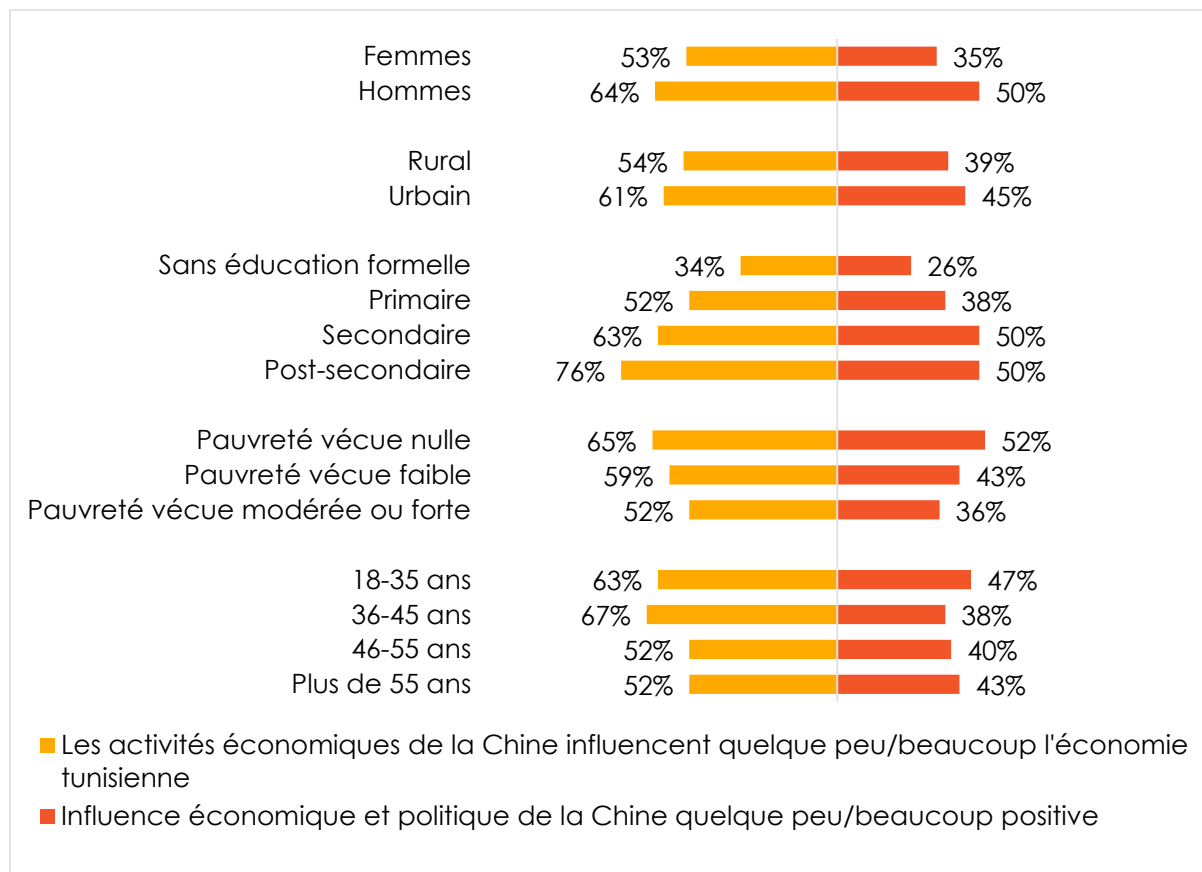
A votre avis, combien les activités économiques de la Chine influencent-elles l'économie de la Tunisie, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Pensez-vous que l'influence économique et politique sur la Tunisie de la Chine est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

L'idée que les activités économiques de la Chine influence « quelque peu » ou « beaucoup » l'économie tunisienne est plus répandue chez les hommes (64%) et les citadins (61%) que chez les femmes (53%) et les ruraux (54%) (Figure 9). Elle augmente fortement avec le niveau d'instruction des répondants, passant de 34% chez les personnes sans instruction formelle à 76% chez celles qui possèdent un diplôme d'études supérieures. De même, les citoyens économiquement aisés sont plus enclins à considérer l'influence de la Chine comme substantielle que ceux qui vivent dans la pauvreté, quel que soit son niveau.<sup>1</sup>

Les évaluations de l'influence économique et politique de la Chine comme positive suivent les mêmes tendances : Elles sont plus répandues parmi les hommes (50%), les résidents urbains (45%), les plus instruits (50%), les citoyens aisés (52%) et les jeunes adultes (47%) que parmi leurs différents homologues.

**Figure 9 : Perceptions de l'influence de la Chine** | par groupe démographique  
 | Tunisie | 2024



**Questions posées aux répondants :**

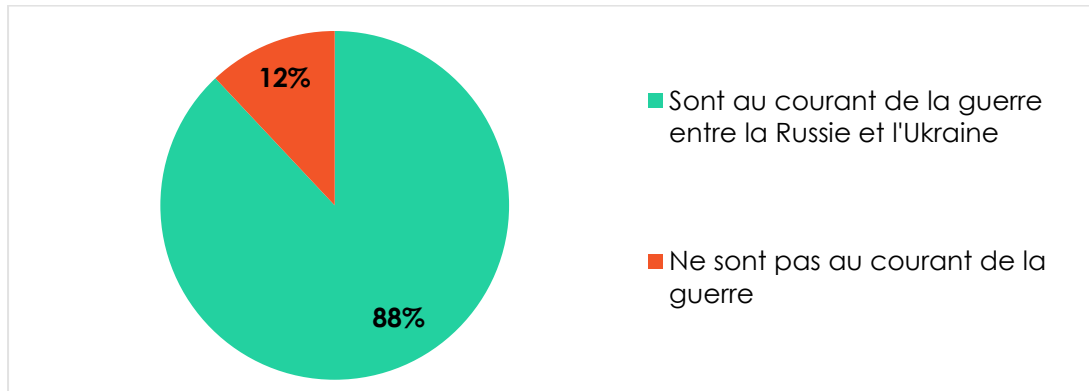
*A votre avis, combien les activités économiques de la Chine influencent-elles l'économie de la Tunisie, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?  
 Pensez-vous que l'influence économique et politique sur la Tunisie de la Chine est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

## Guerre russo-ukrainienne

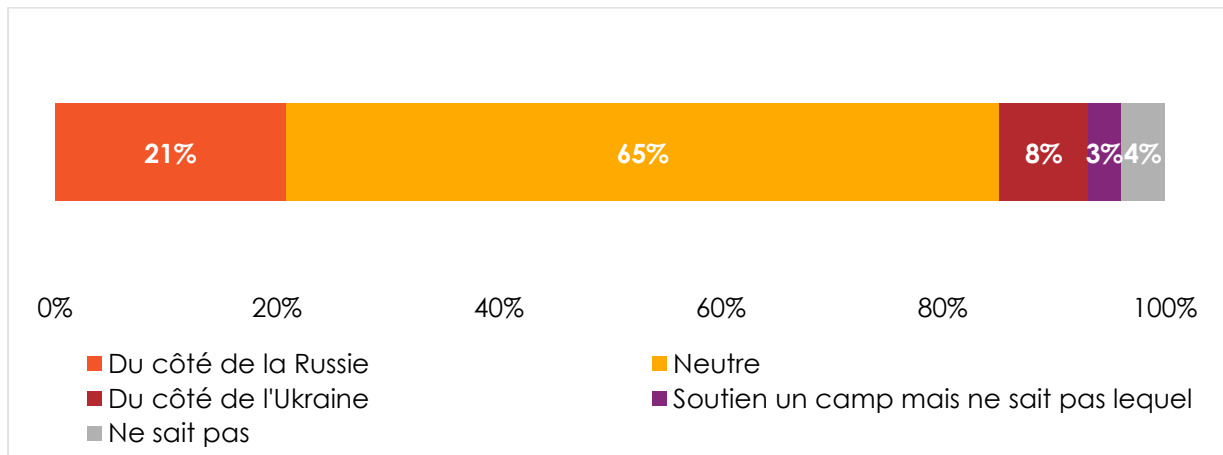
Abordant un enjeu international majeur, Afrobarometer a interrogé les Tunisiens sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Près de neuf répondants sur 10 (88%) déclarent avoir entendu parler du conflit (Figure 10). Parmi ceux qui en ont connaissance, environ deux tiers (65%) estiment que la Tunisie devrait rester neutre. Seuls environ trois sur 10 sont favorables à une prise de parti, mais parmi eux, le soutien à la Russie dépasse largement celui à l'Ukraine (21% contre 8%) (Figure 11).

**Figure 10 : Connaissance de la guerre entre la Russie et l'Ukraine | Tunisie | 2024**



**Question posée aux répondants :** Avez-vous entendu parler de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ou n'avez-vous pas encore eu l'occasion d'en entendre parler ?

**Figure 11 : Soutien à la Russie ou à l'Ukraine ? | Tunisie | 2024**



**Question posée aux répondants qui ont entendu parler de la guerre entre la Russie et l'Ukraine :** La Tunisie devrait-il être neutre ou soutenir l'un ou l'autre camp dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine ? [Si vous soutenez un camp :] Quel camp ? (Les répondants qui n'ont pas entendu parler de la guerre sont exclus.)

## Conclusion

Les résultats de l'enquête indiquent que les Tunisiens soutiennent globalement la coopération internationale, notamment avec la Chine, l'UA, l'UMA et la Russie, mais expriment des opinions très négatives sur l'influence des puissances occidentales telles que les Etats-Unis d'Amérique et la France.

Les opinions sur le commerce international sont partagées : Une légère majorité des répondants sont favorables au libre-échange, tandis qu'une minorité significative préfère limiter les échanges afin de protéger les industries nationales. La ZLECAf reste peu connue.

Peu de Tunisiens expriment leur mécontentement quant à la manière dont l'UA et l'UMA prennent en compte les intérêts de leur pays, mais la plupart estiment que les pays africains ont besoin d'une plus grande influence sur les plateformes internationales telles que les Nations Unies.

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez  
visiter notre outil d'analyse en ligne au  
[www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

Banque Mondiale. (2025). Tunisie : Aperçu.

Boukhars, A. (2018). Maghreb: Dream of unity, reality of divisions. Carnegie Endowment for International Peace.

Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. (2016). AMU – Arab Maghreb Union.

Commission Européenne. (2025). Tunisia: EU trade relations with Tunisia: Facts, figures and latest developments.

International Trade Administration. (2024). Tunisia – Trade agreements. U.S. Department of Commerce.

Kebe, N. M. (2018). Tunisia officially joins COMESA in July 2018. Financial Afrik. 1 June.

Mattes, R., & Lekalake, R. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 963 d'Afrobarometer.

VOA Africa. (2024). Tunisia, Algeria and Libya create new regional coalition. 24 avril.

**Baba Adou** est doctorant en sciences politiques à l'University of Florida et associé de recherche à l'University of Florida Sahel Research Group. Email: [adou.baba@ufl.edu](mailto:adou.baba@ufl.edu).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD Ghana), le Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud et le Institute for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya. Michigan State University et University of Malawi apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminare, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Fondation Rockefeller, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Centre for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade Royale du Danemark en Ouganda/Danida, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner la parole aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#) pour faire un don en ligne. Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 1160 d'Afrobarometer | 31 mars 2026